

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 43.339/2/V
DU 21 AOÛT 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par les Ministres, membres du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale, compétents pour la Fonction publique, le 27 juin 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé de trente jours ^(*), sur un projet d'arrêté du Collège réuni "fixant les modalités de reconnaissance d'admissibilité des services accomplis dans le secteur privé ou en qualité d'indépendant par les membres du personnel des services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale", a donné l'avis suivant :

(*) Par courriel du 29 juin 2007.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observation générale

En vertu de l'article 29, 1/, de l'arrêté royal fixant les principes généraux ⁽¹⁾, les membres du personnel des services concernés par le projet ont au moins droit à une rétribution annuelle conformément à l'arrêté royal du 29 juin 1973 accordant une rétribution garantie à certains agents des ministères. Les auteurs du projet veilleront à ce que le projet respecte cette prescription.

Observations particulières

Intitulé

Dans l'intitulé, après les mots "Arrêté du Collège réuni", il convient d'ajouter les mots "de la Commission communautaire commune".

⁽¹⁾ Arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'État applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent.

Préambule

Alinéa 1^{er} nouveau (à insérer)

La compétence du Collège réuni de la Commission communautaire commune d'adopter l'arrêté en projet trouve son fondement dans l'article 79, § 1^{er}, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.

Avant l'alinéa 1^{er}, il convient, en conséquence, d'insérer un alinéa 1^{er} nouveau rédigé comme suit :

"Vu l'article 79, § 1^{er}, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;"

Actuel alinéa 1^{er} (devenant l'alinéa 2)

Il convient de préciser qu'il s'agit de l'alinéa 2 du paragraphe 2 de l'article 9 de l'arrêté du Collège réuni du 15 septembre 2005 portant le statut pécuniaire des membres du personnel des services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale.

Alinéa 2 (devenant l'alinéa 3)

L'accord des Membres du Collège réuni compétents pour les Finances et le Budget est requis en vertu de l'article 9 de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 8 mars 2007 relatif au contrôle administratif et budgétaire ainsi qu'à l'établissement du budget. Le dossier de demande d'avis ne contient pas pareil accord. Interrogé à ce sujet, le délégué du ministre a renvoyé à la délibération du Collège réuni du 31 mai 2007 qui approuve le projet en deuxième lecture.

Ainsi que la section de législation l'a toutefois rappelé à plusieurs reprises, l'accord exprès du Ministre du Budget permet de s'assurer que c'est bien en cette qualité également qu'il a agi et que l'administration compétente en matière de budget est intervenue dans l'examen de l'avant-projet. Les auteurs du projet veilleront donc à recueillir l'accord exprès des Membres du Collège réuni compétents pour les Finances et le Budget, avant l'adoption de l'arrêté en projet.

L'alinéa 2 (devenant l'alinéa 3) sera complété par la date à laquelle l'accord exprès des Membres du Collège réuni, compétents pour les Finances et le Budget, aura été donné.

Alinéa 4 nouveau (à insérer)

L'observation formulée sous l'alinéa 2 (devenant l'alinéa 3) vaut en ce qui concerne l'accord des Membres du Collège réuni compétents pour la Fonction publique, qui est requis en vertu de l'article 15 de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 8 mars 2007, précité. À cet égard aussi, la section de législation a souligné à plusieurs reprises que la circonstance que le Ministre ayant la fonction publique dans ses attributions propose le projet et contresigne celui-ci ne dispense pas de l'accomplissement de la formalité préalable de l'accord du Ministre ayant la fonction publique dans ses attributions. Les auteurs du projet veilleront donc également à l'accomplissement de cette formalité préalable.

En conséquence, il y a lieu d'insérer, après l'actuel alinéa 2 (devenant l'alinéa 3), un nouvel alinéa 4, mentionnant l'accord des Membres du Collège réuni, compétents pour la Fonction publique, et la date à laquelle cet accord exprès aura été donné.

Alinéa 3 (devenant l'alinéa 5)

Après les mots "Vu l'avis du Conseil de direction", il convient d'ajouter les mots "donné le 17 avril 2007".

Alinéa 4 (devenant l'alinéa 6)

L'alinéa 4 (devenant l'alinéa 6) sera rédigé comme suit :

"Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 7 février 2007;".

Alinéa 5 (devenant l'alinéa 7)

L'alinéa 5 (devenant l'alinéa 7) sera rédigé comme suit :

"Vu le protocole n/ 2007/15 du Comité de Secteur XV du 29 mars 2007;".

DispositifArticle 2

Au lieu d'écrire "utiles à l'exercice de la fonction, peuvent être prouvés par tout moyen de droit", mieux vaut écrire "sont les services utiles à l'exercice de la fonction et peuvent être prouvés par tout moyen de droit". En effet, l'application de l'article 14, § 3, de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des services publics fédéraux étant écartée par l'article 9, § 2, de l'arrêté du Collège réuni du 15 septembre 2005, précité, la condition que les services doivent être utiles à l'exercice de la fonction doit être affirmée clairement dans l'article 2 du projet, et pas seulement sous la forme d'une incise.

Article 3

Le délégué du ministre a confirmé que les mots "prestations incomplètes", figurant à l'article 3, alinéa 2, devaient s'entendre comme signifiant "prestations à temps partiel". Mieux vaudrait utiliser cette dernière formulation, qui est plus précise.

Article 4

1. La section de législation n'aperçoit pas la différence de portée entre l'article 4, alinéa 2, et l'article 3, alinéa 2, du projet. L'article 4, alinéa 2, paraît en outre en contradiction avec l'alinéa 1^{er}, deuxième phrase, de la même disposition. La portée de l'article 4, alinéa 2, doit être clarifiée.

2. Dans chacun des deux alinéas de l'article 4, les mots "du calendrier" seront supprimés ⁽¹⁾.

Article 5

L'article 5 est inutile en ce qu'il affirme l'admissibilité des services en cause, cette admissibilité découlant déjà de l'article 9, § 2, de l'arrêté du Collège réuni du 15 septembre 2005, précité, auquel renvoie l'article 2 du projet.

L'article 5 est également inutile en ce qu'il affirme que cette admissibilité prend cours "à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté", cette conclusion découlant déjà des règles générales en matière d'application de la loi dans le temps.

L'article 5 devrait dès lors être omis.

⁽¹⁾ Voir en ce sens par exemple l'avis 28.129 donné le 8 mars 1999 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, l'observation relative à l'article 110 (p. 52), ainsi que l'avis 33.745 donné le 30 octobre 2002 sur un projet devenu le décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène, l'observation relative à l'article 17 (p. 20).

Observation finale

En vertu de l'article 8 de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 13 juillet 1989 portant règlement de son fonctionnement et délégation de compétence relative aux procédures devant les juridictions et réglant la signature des actes du Collège réuni, les arrêtés délibérés au Collège réuni sont signés par les membres qui ont dans leurs attributions la matière qui fait l'objet du projet d'arrêté, et sont visés par le Président du Collège.

Le texte en projet devra donc être contresigné par le Président du Collège réuni.

La chambre était composée de

Messieurs	R. ANDERSEN,	premier président du Conseil d'État,
	P. LEWALLE,	conseillers d'État,
	P. VANDERNOOT,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme V. VOGEL, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PREMIER PRÉSIDENT,

C. GIGOT

R. ANDERSEN

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 43.339/2/V
VAN 21 AUGUSTUS 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 27 juni 2007 door de Ministers, leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad, bevoegd voor het Openbaar ambt verzocht hen, binnen een termijn van dertig dagen verlengd met dertig dagen (*), van advies te dienen over een ontwerp van besluit van het Verenigd College "tot vaststelling van de modaliteiten van erkenning van het in aanmerking komen van de door de personeelsleden van de diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad verrichte diensten in de privé-sector of als zelfstandige", heeft het volgende advies gegeven :

(*) Bij e-mail van 29 juni 2007.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerking

Krachtens artikel 29, 1/, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes ⁽¹⁾ hebben de personeelsleden van de in het ontwerp bedoelde diensten ten minste recht op een jaarlijkse bezoldiging overeenkomstig het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende toekenning van een gewaarborgde bezoldiging aan sommige personeelsleden van de ministeries. De stellers van het ontwerp dienen erop toe te zien dat in het ontwerp rekening gehouden wordt met dat voorschrift.

Bijzondere opmerkingen

Opschrift

In het opschrift dienen na de woorden "Besluit van het Verenigd College" de woorden "van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie" te worden toegevoegd.

⁽¹⁾ Koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen.

AanhefNieuw eerste lid (in te voegen)

De bevoegdheid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie om het ontworpen besluit uit te vaardigen, vindt haar rechtsgrond in artikel 79, § 1, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen.

Vóór het eerste lid dient bijgevolg een nieuw eerste lid te worden ingevoegd dat luidt als volgt :

"Gelet op artikel 79, § 1, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;"

Huidig eerste lid (dat het tweede lid wordt)

Er behoort te worden gepreciseerd dat het gaat om het tweede lid van paragraaf 2 van artikel 9 van het besluit van het Verenigd College van 15 september 2005 houdende het geldelijk statuut van de personeelsleden van de diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad.

Tweede lid (dat het derde lid wordt)

De akkoordbevinding van de leden van het Verenigd College, bevoegd voor de Financiën en de Begroting, is vereist krachtens artikel 9 van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 8 maart 2007 betreffende de administratieve en begrotingscontrole evenals de begrotingsopmaak. Het dossier met de adviesaanvraag bevat niet zulk een akkoordbevinding. Toen de gemachtigde van de minister hieromtrent om uitleg is gevraagd, heeft hij verwezen naar het besluit van het Verenigd College van 31 mei 2007 waarbij het ontwerp na een tweede lezing wordt goedgekeurd.

De afdeling wetgeving heeft reeds meermaals gesteld dat de uitdrukkelijke akkoordbevinding van de Minister van Begroting het mogelijk maakt zich ervan te vergewissen dat hij effectief eveneens in die hoedanigheid is opgetreden en dat het bestuur bevoegd inzake begroting het voorontwerp mede heeft onderzocht. De stellers van het ontwerp dienen er dus op toe te zien dat de uitdrukkelijke akkoordbevinding van de leden van het Verenigd College, bevoegd voor de Financiën en de Begroting, verkregen wordt nog vóór het ontworpen besluit wordt goedgekeurd.

Het tweede lid (dat het derde lid wordt) dient te worden aangevuld met de datum waarop de uitdrukkelijke akkoordbevinding van de leden van het Verenigd College, bevoegd voor de Financiën en de Begroting, gegeven zal zijn.

Nieuw vierde lid (in te voegen)

De opmerking die geformuleerd is onder het tweede lid (dat het derde lid wordt) geldt wat betreft de akkoordbevinding van de leden van het Verenigd College, bevoegd voor ambtenarenzaken, welke akkoordbevinding vereist is krachtens artikel 15 van het voornoemde besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 8 maart 2007. Ook in dat verband heeft de afdeling wetgeving herhaaldelijk benadrukt dat de omstandigheid dat de minister bevoegd voor Ambtenarenzaken het ontwerp voordraagt en medeondertekent, niet wegneemt dat het voorafgaande vormvereiste van de akkoordbevinding van de minister bevoegd voor Ambtenarenzaken moet worden vervuld. De stellers van het ontwerp dienen er dus eveneens op toe te zien dat voldaan wordt aan dit voorafgaande vormvoorschrift.

Bijgevolg dient na het huidige tweede lid (dat het derde lid wordt) een nieuw vierde lid te worden ingevoegd, waarin melding wordt gemaakt van de akkoordbevinding van de leden van het Verenigd College, bevoegd voor Ambtenarenzaken, en de datum waarop die uitdrukkelijke akkoordbevinding gegeven zal zijn.

Derde lid (dat het vijfde lid wordt)

Na de woorden "Gelet op het advies van de Directieraad" dienen de woorden "gegeven op 17 april 2007" te worden toegevoegd.

Vierde lid (dat het zesde lid wordt)

Het vierde lid (dat het zesde lid wordt) dient te worden gesteld als volgt :

"Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 7 februari 2007;"

Vijfde lid (dat het zevende lid wordt)

Het vijfde lid (dat het zevende lid wordt) dient te worden gesteld als volgt :

"Gelet op het protocol nr. 2007/15 van het Sectorcomité XV van 29 maart 2007;"

DispositiefArtikel 2

In plaats van te schrijven "nuttig voor de uitoefening van het ambt, kunnen met elk rechtsmiddel worden bewezen", zou het beter zijn te schrijven "zijn de diensten die nuttig zijn voor de uitoefening van het ambt, en kunnen met elk rechtsmiddel worden bewezen". Aangezien immers de toepassing van artikel 14, § 3, van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van de federale overheidsdiensten uitgesloten wordt door artikel 9, § 2, van het voornoemde besluit van het Verenigd College van 15 september 2005, moet de voorwaarde dat de diensten nuttig moeten zijn voor de uitoefening van het ambt duidelijk worden gesteld in artikel 2 van het ontwerp, en niet enkel in de vorm van een tussenzin.

.../...

Artikel 3

De gemachtigde van de minister heeft bevestigd dat de woorden "onvolledige prestaties" in artikel 3, tweede lid, begrepen dienen te worden in de betekenis van "deeltijdse prestaties". Het is verkieslijk deze laatste formulering te bezigen, aangezien deze duidelijker is.

Artikel 4

1. De afdeling wetgeving ziet niet in wat het verschil in draagwijdte is tussen artikel 4, tweede lid, en artikel 3, tweede lid, van het ontwerp. Artikel 4, tweede lid, lijkt bovendien strijdig te zijn met het eerste lid, tweede zin, van dezelfde bepaling. De draagwijdte van artikel 4, tweede lid, dient te worden verduidelijkt.

2. In elk van de beide leden van artikel 4 schrijve men "maand" in plaats van "kalendermaand" ⁽²⁾.

Artikel 5

Artikel 5 is overbodig in zoverre daarin gesteld wordt dat de diensten waarvan sprake is in aanmerking komen, aangezien zulks reeds blijkt uit artikel 9, § 2, van het voornoemde besluit van het Verenigd College van 15 september 2005, waarnaar verwezen wordt in artikel 2 van het ontwerp.

⁽²⁾ Zie in dat verband bijvoorbeeld advies 28.129, gegeven op 8 maart 1999 over een ontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de opmerking met betrekking tot artikel 110 (blz. 223), alsook advies 33.745, gegeven op 30 oktober 2002 over een ontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten, de opmerking met betrekking tot artikel 17 (blz. 20).

Artikel 5 is eveneens overbodig in zoverre daarin gesteld wordt dat die diensten in aanmerking komen "vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit", terwijl deze conclusie reeds voortvloeit uit de algemene regels inzake de toepassing van de wet in de tijd.

Artikel 5 zou dan ook moeten vervallen.

Slotopmerking

Krachtens artikel 8 van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 13 juli 1989 houdende het reglement van zijn werking en delegatie van bevoegdheid inzake de procedures voor de rechtbanken en tot regeling van de ondertekening der akten van het Verenigd College, worden "de in het Verenigd College beraadslaagde besluiten [...] getekend door de leden die bevoegd zijn voor de aangelegenheid die het onderwerp is" van het ontwerpbesluit en worden deze geïmprimeerd "door de Voorzitter van het College".

De ontworpen tekst dient dus medeondertekend te worden door de Voorzitter van het Verenigd College.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	R. ANDERSEN,	eerste voorzitter van de Raad van State,
	P. LEWALLE,	staatsraden,
	P. VANDERNOOT,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER,

DE EERSTE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN